

La concurrence déloyale

L'exigence de loyauté dans la compétition vient limiter le principe de liberté de la concurrence. L'action en concurrence déloyale est fondée sur l'art. 1240 C. Civ. Il s'agit d'une action en responsabilité civile délictuelle pour faute.



Les comportements déloyaux



Le dénigrement : fait de viser à ruiner le prestige de son concurrent. Le dénigrement peut être exprès ou implicite, les allégations précises ou vagues, les informations exactes ou erronées. L'information peut viser une personne identifiée ou identifiable, une entreprise ou une profession, un produit ou service. La publicité comparative est autorisée par l'art. L.122-1 C. Com à la condition qu'elle ne soit pas trompeuse, porte sur des biens/services répondant aux mêmes besoins et compare objectivement des caractéristiques essentielles.

La confusion : profiter indument du prestige de son concurrent en créant avec celui-ci une confusion. Il cherche à s'approprier le succès de son concurrent (imitation d'un élément d'identification ou produit/service).

Le parasitisme : tirer profit, à moindre coût, de ses efforts, de son savoir-faire, de ses investissements, ou simplement de la notoriété, d'un concurrent. C'est une notion floue, facile à confondre avec la notion de confusion : il faut retenir que le parasitisme n'entraîne pas toujours un risque de confusion. Ex : utilisation de l'appellation champagne pour un parfum - **CA Paris, 1993, Aff. Yves Saint Laurent c/ Champagne**.

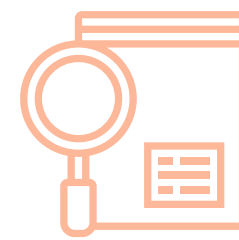
La désorganisation : agression matérielle qui se manifeste par une atteinte à la force commerciale du concurrent. Les actes commis visent à affecter le fonctionnement de l'entreprise concurrente. 2 manières : le débauchage de salarié et la désorganisation de la production de l'entreprise concurrente (s'approprier par tromperie, ruse, manœuvre, le savoir-faire d'un concurrent qui peut être protégée par un brevet. Ex: espionnage industriel)





L'exercice de l'action en concurrence déloyale

Les conditions d'exercice de l'action en concurrence déloyale



La preuve d'une faute : résultant de tout acte contraire au principe de loyauté (intentionnel ou non-intentionnel). L'appréciation de la faute se fait *in abstracto*, par rapport au standard du professionnel idéal, honnête et prudent. La faute doit être prouvée, ne peut pas être présumée (**Cass. Com. 13 mai 1997**)

La preuve d'un dommage : perte d'un avantage économique, perte de clientèle et donc du chiffre d'affaires, ou impossibilité d'augmenter sa clientèle et donc son chiffre d'affaires. Le dommage peut résulter d'un trouble commercial, d'une atteinte portée à la compétitivité de l'entreprise. La qualité de l'auteur de la faute est sans incidence (**Cass. Com. 3 mai 2000**)

La JP est relativement souple quant à la preuve du lien de causalité. Peut être établi du fait de la concomitance entre l'acte de concurrence déloyale et le préjudice.



La réparation des actes de concurrence déloyale :
Peut se faire par équivalence, donc par le versement de dommages et intérêts

Autres sanctions possibles : injonction de cesser un agissement déloyal sous astreinte ou publication de la décision de condamnation dans la presse ou sur le site internet de l'auteur du comportement déloyal.

